

## Lendemain collectifs #4

Vendredi 1<sup>er</sup> mai 2020

« Ce que la crise relève de notre démocratie »

**Loïc Blondiaux**, professeur sciences politiques à la Sorbonne –Paris

Signataire de la tribune écrite pour le renouveau démocratique #nouslespremiers

**Ombelyne Dagicour**, membre d'A nous la démocratie

**Théo Saget**, candidat Poitiers Collectif

**Léonore Moncond'huy**, animatrice/ tête de liste Poitiers Collectif

**Introduction Léonore Moncond'huy**: Réfléchir au monde d'après. Oui, mais devons-nous vraiment laisser de côté la démocratie ?

Poitiers Collectif est attaché à réinventer les méthodes démocratiques

Devons-nous prioriser la santé au détriment de la démocratie ?

Est-il possible de construire le monde d'après de manière participative ?

Que pensez-vous de l'opposition entre le temps de la démocratie et le temps de la crise actuelle ?

**Loïc Blondiaux** : D'accord avec le constat de la mise à l'écart des instances de démocratiques aujourd'hui (parlement, comité scientifique, conseil de la santé, etc.) souvent « court-circuité » pendant cette crise.

Généralement, la gestion de crise révèle une forme de gouvernance très verticale assumée, mais cette fois, on la voit clairement. Et elle ne fonctionne pas aussi bien, c'est une mise à l'épreuve qui ne met pas à l'avantage notre système politique.

En circonstances exceptionnelles, il est légitime que l'on prenne des libertés politiques pour des raisons de survie, avec une justification d'entorses, mais l'histoire nous apprend que cette régression des libertés s'inscrit dans la durée – notamment ici il est fort possible qu'on sorte dans un temps assez long en s'habituant à ce manque de libertés. La pérennisation de ce régime dans le temps, dans un processus de longue durée, de régression, ou de nouvelles épreuves pourrait les justifier (attentats, virus, etc.)

Mais on note un vrai problème d'efficacité d'un mode de gouvernement qui n'est pas vraiment démocratique, et ainsi un grignotage de nos libertés

**Léonore Moncond'huy** : Cette situation était donc une surprise pour vous ?

**Loïc Blondiaux** : Surpris en bien sur le fait que le collectif a eu la capacité d'arrêter le système de consommation. Surpris aussi par l'absence de discussion du confinement, par la prise de conscience collective des fragilités, jugées légitimes pour beaucoup. Mais il y a eu beaucoup d'instances démocratiques suspendues.

Ce n'est pas le système le plus efficace, la crise devait permettre un pouvoir centralisé, mais aujourd'hui, le pouvoir est plutôt affaibli et incohérent, donc ce n'est pas forcément ce système efficace

Et il y a eu l'absence totale de recherche de solutions à l'extérieur par l'exécutif, un manque de consultations des corps intermédiaire ou des citoyens, qui montre un pouvoir très arrogant alors qu'ailleurs, les citoyens sont pris comme des adultes avec des responsabilités qu'on a écouté pour trouver des solutions. On a eu une absence de dialogue.

**Léonore Moncond'huy** : Même question pour Ombelyne Dagicour, Que pensez-vous de l'opposition entre le temps de la démocratie et le temps de la crise actuelle ?

**Ombelyne Dagicour** : En introduction, je voulais prendre l'exemple du rôle de l'Etat dans les Amériques, avec des dysfonctionnements et des difficultés à garder de la transparence, et toujours le monopole de l'Etat dans la gestion de la crise. L'Etat est dépassé et fragilise la démocratie dans un contexte anxieux. D'ailleurs, d'après un récent sondage, 6 français sur 10 ne font pas confiance au gouvernement. Il faut surtout désamorcer cette crise avec plus de démocratie, et une ébullition collective déjà en cours comme au Liban. Avec plus de démocratie, on peut aller vers une transformation institutionnelle avec de nouveaux modèles de gouvernance, vers un défi de l'inventivité démocratique.

Pour répondre à la question : Il existe deux temps différents, et en tant qu'historienne, il est nécessaire de ne pas opposer ces temps : la démocratie a besoin de temps, la crise a besoin de rapidité.

Il faut une redéfinition nécessaire de la réalité sociale, l'urgence peut servir de catalyseur politique mais peut servir la démocratie. Explorer la crise sur des bifurcations, il n'y a pas d'avancée de qui ne soit pas issue d'une crise.

Comme l'histoire de France et dans le monde, ou les avances démocratiques sont issues de crises (révolution, guerres, etc.). Il est important de ne pas s'installer le fatalisme, qui laisserai croire que tout est écrit alors qu'en réalité il correspondra à ce que nous déciderons !

**Léonore Moncond'huy** : Même question pour Théo Saget, Que pensez-vous de l'opposition entre le temps de la démocratie et le temps de la crise actuelle ?

Et quelles sont propositions phares et innovantes de Poitiers Collectif en terme de démocratie locale? Reste-t-elle valide en cas de crise ?

**Théo Saget** : Je suis ici aussi le représentant du « groupe gouvernance » de Poitiers Collectif, où notre objectif est : comment faire participer davantage ? Et notamment, un objectif plus précis : comment sortir du TLM « toujours les mêmes » ? (diversité, féminisation)

Comment rendre visibles les habitants qu'on ne voit jamais, qui ne se sentent pas légitimes à participer, comment donner des gages et passer au-dessus de la simple consultation ?

Comment faire un schéma de gouvernance réaliste (inspirations prises sur les villes de Saillant, Gde Synthe, etc.) avec leurs assemblées citoyennes.

Et aussi on souhaite laisser la place aux usagers et aux experts de terrain en mettant autour de la table l'ensemble des usagers pour « coconstruire » (comment faire ensemble élu.e.s/ services/ citoyens) avec par exemple des outils que nous avons imaginés via d'abord un Pacte de la participation

- Création d'une assemblée citoyenne : 150 citoyens : 1/3 volontaires, 1/3 de personnes habitantes X / 1/3 de personnes déjà engagées

Cette assemblée a la vocation de récolter les avis et les idées de toutes les parties et aussi une volonté d'instaurer à une culture de la participation avec des outils de réflexions, de communication, venant de l'Education populaire

Création du Droit d'initiative/ référendum : tout habitant peut proposer une idée ou un projet

[poitierscollectif.fr/le-programme-poitiers-collectif-2020/revitaliser-la-participation-citoyenne-et-la-democratie-locale/](http://poitierscollectif.fr/le-programme-poitiers-collectif-2020/revitaliser-la-participation-citoyenne-et-la-democratie-locale/)

Il faut voir par exemple la convention citoyenne pour le climat, ça fonctionne aussi en temps de crise !

**Léonore Moncond'huy** : Transition parfaite, la convention citoyenne pour le climat a remis une feuille de route au gouvernement en avance suite à cette crise. **Loïc Blondiaux**, comment a-t-il été possible d'anticiper ce rapport avec ces propositions ?

**Loïc Blondiaux** : C'est une question pointue et délicate : une fois la pandémie arrivée, les travaux ont été suspendus, donc pas de réunion en présentiels, donc il a été fait une réunion à 130 participants via une visioconférence (enseignement intéressant : il est possible de prendre des décisions à 130 en numérique !)

Les citoyens ont posé la question d'intervenir tout de suite pour peser dans la discussion puisque que 50 propositions étaient en lien avec dans un plan de relance pour générer des ressources. Il y a eu un débat compliqué avec positions assez arrêtées mais le processus de délibération a choisi de ne pas publier les 50 propositions, mais les transmettre à l'exécutif quand même (Il y a bien eu quelques fuites dans la presse)

Le 21 juin, aura lieu le vote final des propositions de la convention citoyenne et le gouvernement attend juillet pour le programme de relance. C'est donc un bon timing pour que le gouvernement prenne position sur ces propositions. En septembre, les citoyens réagiront aux réponses de l'exécutif. C'est une étape importante, ce retour des citoyens sur les réponses faites. Ce retour doit être en présence de l'exécutif avec Président de la République. C'est une affaire compliquée, un choix entre la rigueur du dispositif de la convention citoyenne avec des règles « figées » et l'urgence. Les citoyens ont fait le choix d'une entorse pour ne pas laisser passer le train du moment historique. La transcription juridique des propositions (lois possiblement votés par le parlement ou par referendum) doit émerger et être voté à la session 7 pour être possiblement débattues et adoptées.

**Léonore Moncond'huy** : Question sur les réseaux sociaux :

« on pourrait imaginer que si il y avait eu une assemblée citoyenne à poitiers, elle aurait pu être sollicité par le Maire dans le cadre de la gestion de la cellule de crise et donc ainsi impliqué des habitants de la ville dans les choix de crise »

C'était effectivement une possibilité via une assemblée citoyenne que nous pronons à Poitiers Collectif.

Comment améliorer la culture démocratique et concrètement, comment permettre la représentation citoyenne ?

**Ombelyne Dagicour** : Pouvoir s'exprimer et contester, c'est compliqué avec ce confinement, mais les citoyens expriment quand même leurs mécontentements.

Une critique est en train de se structurer, mais comment les personnes peuvent s'exprimer. Aujourd'hui 1<sup>er</sup> mai, j'ai vu beaucoup de banderoles aux fenêtres, donc les personnes trouvent des moyens de s'exprimer et de se radicaliser, une montée en puissance de la pensée politique.

La manière dont l'opinion a saisi un avis scientifiques avec par exemple le P.Raoult et le conseil scientifique : On a vu une intervention de la société civile et une ouverture des citoyens alors que le gouvernement demande une confiance accrue en leur action. A l'image du confinement, on fait porter la responsabilité aux citoyens sur une décision à laquelle ils n'ont pas participé ! On décide et éventuellement on discutera un peu après ...

Le débat est intéressant, sur comment les citoyens se sont appropriés cette pensée scientifique, il va falloir y revenir collectivement, demander à l'Etat de rendre des comptes et qu'il assume ses décisions

Il faut remettre des savoirs politiques à la portée de tous, sous peine d'accentuer la défiance et permettre aux citoyens de s'approprier les processus politiques : avec des informations éclairées et des diagnostics, ils sont capables de fournir des propositions susceptibles d'éclairer la prise de décision politique.

**Théo Saget** : Les citoyens ont vraiment envie d'être acteurs, quand on voit le nombre importants de tribunes, de # (comme #mondedapres), avec le retour des sujets sur l'autonomie alimentaire et commercial, le citoyen a envie de s'y intéresser, de donner son avis sur toutes ces questions. Cette culture à la citoyenneté est important pour Poitiers Collectif !

Question L'application numérique qui permettrait de remonter les contacts d'une personne contaminée est défendue et demandée par des médecins. Elle est très fortement critiquée par des défenseurs des libertés publiques mais aussi des informaticiens qui craignent une atteinte à ces mêmes libertés. Comment résoudre démocratiquement cette deux positions légitimes ?

**Loïc Blondiaux** : Au regard de cette application (qui n'existe pas encore), il serait tout à fait possible, sur quelques jours, de convoquer un jury citoyen de 15/20 personnes tirées au sort pour étudier la question de manière informée pour qu'ils analysent, évaluent cette appli avec leurs propres catégories comme la justice, sur des valeurs de sens communs (ce qui est au cœur de la démocratie, comme une évaluation de l'intérêt général)

Malgré le prétexte de l'urgence, c'est possible techniquement sur 2 we par exemple

Cette appli repose sur le volontariat (donc ne sera pas efficace), la technologie choisie n'est pas non plus efficace, trop centralisée techniquement...

Mais mobiliser les outils de la démocratie délibérative pour avoir des avis, ça reste possible !

**Ombelyne Dagicour** : Pour le tracking, on oppose souvent sécurité et liberté (par exemple en période de terrorisme), mais là, le danger est différent : chacun de nous peut être un danger ! En période de crise, vers privation de nos libertés, quel est le bénéfice de ce genre d'appli sanitaire vs liberté individuelle ? Il y a un nécessité de poser ce débat démocratiquement...

**Léonore Moncond'huy** : Question sur les réseaux sociaux :

c'est vrai, la démocratie européenne va -t-elle succomber à la bilatéralité du monde à venir? Trump et la nooethique americaine vs la dictature chinoise. L'Europe et l'Afrique à vendre au rabais... ?

Et j'ajoute, Loïc Blondiaux, avez vous des exemples inspirants sur le plan démocratique dans d'autres pays ?

**Loïc Blondiaux** : Effectivement, il y a des glissements de démocratie vers l'autoritarisme de certains gouvernements. La crise a pu servir de prétexte pour accentuer leur pouvoir et leur autorité. Avec une certaine régression, une « dédémocratisation » existante avec cette crise.

Il y a une mise à l'épreuve du modèle de gouvernance européenne, notamment avec ce qui se joue entre les ministres des finances de la zone euro sur la mutualisation des dettes, ce sont des dispositifs assez obscures et violents, il y a là aussi besoin de transparence à l'échelle européenne

L'Union européenne a subi beaucoup de crises, elle jusqu'ici réussi à s'en relever, mais cette fois, c'est à voir...

Mon signe d'espoirs, ce serait Taiwan, un pays où l'Etat est fort. Suite à une période de révolution, il y a eu une prise de conscience de la nécessité d'une modernisation de la gouvernance avec Tsai Ing-wen, activiste devenue présidente. Les décisions sont prises avec l'aval des citoyens de manière collaborative. Les mesures prises sont suivies par les citoyens, puisque ils en sont les participants.

**Ombelyne Dagicour** : En Amérique latine, on voit Chili ou Equateur par exemple, la crise sanitaire renforce la vulnérabilisation de la population, notamment quand les Etats ont fragilisé les services publics notamment de la santé. Ce sont les autorités régionales qui ont pris le relais de l'Etat qui n'était pas en capacité de gérer les choses en centralisé.

Le Brésil, lui, bascule dans l'autoritarisme, renforcé par la crise.

La tribune #nouslespremiers veut aider à construire l'avenir de manière démocratique, l'optimisme est possible de construire la suite de manière démocratique avec des vraies méthodes à faire à l'échelle nationale et locale

**Loïc Blondiaux** : Il existe un rapport de force sur question écologique et démocratique, les deux sont intimement liés La demande de démocratie s'affirme en ce moment, et d'un autre cote, certains préfèrent des mises à l'écart des citoyens du processus de décision, il est possible d'agir, il existe des « fenêtres d'opportunités ». C'était déjà très visible au moment des gilets jaunes, et la demande est toujours très forte, il faut continuer ce mouvement. Avec cette tribune, il existe une coalition d'acteurs militants, chercheurs, ce qu'on propose, il faut ouvrir le dialogue avec les citoyens via des plateformes (une synthèse est à faire) par exemples :

- Plateforme Lejourdaprès : ce sont des propositions déjà défendues (RIC, vote blanc) et qui continuent de faire leur chemin, sur des groupes de plus en plus nombreux
- Plateforme la fabrique des territoires pour fédérer les idées qui assurent déjà la transition sur les territoires

A moyen terme, il faut envisager une assemblée du futur pour la réflexion sur le long terme jusqu'au schéma institutionnel, pour rappeler au pouvoir en place les limites environnementales en centralisant et en diffusant les initiatives des territoires.

Il faut enchanter de la transition démocratique. La demande démocratique est là et de moins en moins isolée Donc il faut être optimiste aujourd'hui pour éviter le pire

**Léonore Moncond'huy** : Une réflexion sur les réseaux sociaux et portée par Poitiers Collectif : **À mon avis le monde d'après doit passer par des solutions local**

A nous la démocratie a signé la tribune, comment s'en saisir à l'échelle locale ?

**Ombelyne Dagicour** : L'approfondissement démocratique devra se faire par un fort ancrage territorial, les potentialités émancipatrices sont sur le champ local. C'est l'échelon pertinent qui fait sens pour les citoyens pour démontrer que certains mécanismes fonctionnent. Pour créer des territoires résilients qui luttent contre les inégalités sociales.

Nouslespremiers a été signé par des membres d'ANLD, avec des possibles convergences entre initiatives individuelles et collectives. La mise en place est encore en construction, mais la mise en commun, la création de nouveaux espaces pour réfléchir pour accompagner des initiatives locales existe déjà.

Il faut changer le système de gouvernance à tous les échelons, en ajoutant des systèmes de démocraties directes, pour le renouvellement politique.

**Léonore Moncond'huy** : Comment l'insuffler la dynamique locale

**Théo Saget** : Le Pacte pour la transition, les lobbies citoyens pour proposer une transition sociale et démocratique, Oui, c'est possible, et des outils existent pour accompagner les élus.

A l'échelon locale, ça découle du municipalisme, avec aux dernières élections municipales, beaucoup de listes citoyennes, beaucoup d'initiatives, le local est le bon échelon pour être au plus près des habitants.

**Léonore Moncond'huy** : Pour conclure, la question de ce direct était « Ce que la crise relève de notre démocratie » ou comment témoigner de son attachement à la démocratie : la première étape serait de lutter pour dire que c'est possible, qu'il y a des possibilités pour un autre système même en contexte de crise, pour une résilience démocratique et faire vivre la culture démocratique.